



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

Conseillers en exercice : 65

Date de Publicité :  
Reçu en Préfecture le :  
CERTIFIÉ EXACT.

**Séance du mardi 8 juin 2021**  
**Qe - 2021/31**

***Aujourd'hui 8 juin 2021, à 14h08,***

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni à Bordeaux, sous la présidence de

***Monsieur Pierre HURMIC - Maire***

Présidence de Madame Claudine BICHET de 15h58 à 16h40.

Suspension de séance de 16h46 à 17h00.

**Etaient Présents :**

*Messieurs Pierre HURMIC et Nicolas FLORIAN présents sauf de 16h38 à 16h40.*

*Monsieur Aziz SKALLI présent à partir de 16h05, Monsieur Pierre de Gaetan NJIKAM MOULIOM présent jusqu'à 16h05,*

*Madame Charlee DA TOS présente jusqu'à 17h15, Monsieur Marik FETOUH présent jusqu'à 17h30, Madame Nathalie*

*DELATTRE, Madame Géraldine AMOUROUX, Monsieur Maxime GHESQUIERE et Monsieur Laurent GUILLEMIN*

*présents jusqu'à 18h00 et Monsieur Thomas CAZENAVE présent jusqu'à 19h00.*

**Excusés :**

## **Question écrite du groupe Bordeaux en luttés présentée par Philippe POUTOU à propos de la video-surveillance.**

Nous avons appris récemment, par la presse, que la majorité va implanter une vingtaine de nouvelles caméras de surveillance, ce qui constituerait un coût non négligeable et une atteinte supplémentaire à nos libertés.

Nous avons aussi appris qu'un « diagnostic local de sécurité » avait été réalisé (50 000 euros) ainsi qu'un « audit sur la vidéo-protection » (15000 euros).

Donc malgré le fait que de nombreuses études, déjà menées, démontrent à la fois l'inefficacité du système de vidéosurveillance et le coût exorbitant que ce dernier constitue pour la collectivité, la mairie tendance « écologie » entend donc nous mettre tous et toutes sous l'œil malveillant de Big Brother.

Par manque de conviction de « gauche », cédant aussi à la pression de la préfecture, de la droite ou encore des affairistes (car il y a de l'argent en jeu), la majorité glisse lentement mais sûrement vers une politique sécuritaire hostile à la population, faisant fi de tous les lanceurs d'alerte qui, comme Snowden depuis son exil ou comme le collectif Contre Les Abus Policiers ici à Bordeaux, nous exhortent à refuser cette surveillance généralisée et en dénoncent les effets pervers sur notre démocratie déjà bien mal en point.

Bordeaux En Luttés constate qu'une fois de plus les choix politiques de fond ne sont jamais débattus ni votés en Conseil Municipal ; que des choses aussi importantes que l'installation de caméras, le recrutement de policiers, les dépenses exorbitantes pour des audits pas forcément nécessaires sont décidées sans concertation et servent, à l'heure où de nouvelles élections sont en cours, d'effets d'annonce au détriment donc de nos libertés fondamentales.

Bordeaux En Luttés y voit là une façon d'éviter une vraie discussion politique sur comment répondre aux violences du quotidien, celles des licenciements, du chômage, de la précarité, du mal logement, du racisme, du sexisme... Des violences ou une insécurité qui ne s'arrêtent évidemment pas à la délinquance telle qu'elle est abordée dans notre presse régionale quotidienne par exemple.

Nous aurions apprécié que soient plutôt décidés des audits sur la pauvreté, sur le sans-abrisme, sur les logements vides, sur le manque de lieux de vie et de culture pour les jeunes et les moins jeunes, l'isolement des personnes vulnérables, la mise en sûreté des mineurs non-accompagnés...

Contre toutes ces violences, la mairie peut installer autant de caméras qu'elle le souhaite, cela ne changera rien.

Au contraire même, c'est autant d'argent dépensé à fond perdu alors que le nombre de crimes prévenus ou résolus grâce à Big Brother reste infinitésimal.

Bordeaux En Luttés ne souhaite pas que notre ville devienne cette cité panoptique dénoncée par Foucault alors que notre espace public est lui-même de plus en plus militarisé.

N'est-ce pas à une mairie de gauche de mettre ces sujets à plat, d'organiser la discussion sur l'insécurité sociale, sur les violences de la société, de faire en sorte qu'on puisse sortir de l'idéologie simpliste et dangereuse du sécuritaire et du répressif ?

Fait à Bordeaux, le 8 juin 2021

P/EXPEDITION CONFORME,

**Monsieur Philippe POUTOU**